

Les moyens et les étapes d'une campagne d'action non-violente

Étienne Godinot

06.12.2012

Précision

Les images présentées dans ces diaporamas nous ont été fournies par des sources diverses. Ne pouvant nous assurer qu'elles ne sont pas soumises au régime des **droits d'auteur**, nous prions leurs ayants droit éventuels de nous préciser s'ils souhaitent que nous les retirions.

Ce diaporama reprend la structure et de larges extraits du texte de Jean-Marie Muller, « Les différents moments d'une campagne d'action non-violente » (Dossier n°3 de *Non-violence politique*, 1985, et *Alternatives non-violentes*, n°132, 3^{ème} trim. 2004).

Le diaporama ajoute des observations personnelles de l'auteur et illustre le texte de J.-M. Muller d'exemples historiques.

Photo : Jean-Marie Muller

Bibliographie :

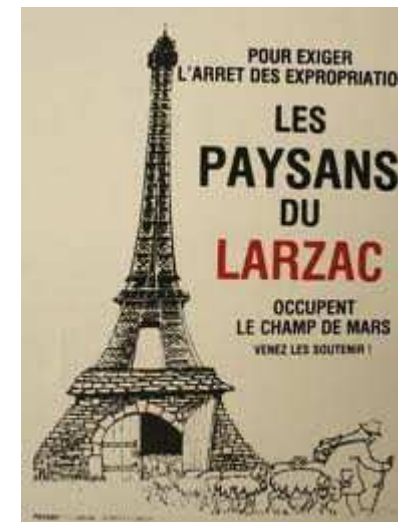
- Jean-Marie Muller, *Stratégie de l'action non-violente*, Seuil, 1981
- Jean-Marie Muller, *Dictionnaire de la non-violence*, Le Relié Poche, 2005
- Jean-Marie Muller, *L'impératif de désobéissance - Fondements philosophiques et stratégies de la désobéissance civile*, Le passager clandestin, 2011
- Gene Sharp, *The politics of nonviolent action - 1 : Power and struggle ; 2 : The methods of nonviolent action ; 3 : The dynamics of nonviolent action.*, Boston, Extending horizons books, 1980, 902 p.



Les moyens et les étapes d'une campagne d'action non-violente

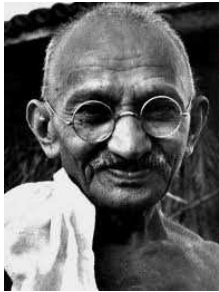
Sommaire

- Analyse de la situation
- Choix de l'objectif
- Choix de l'organisation
- Premières négociations
- Appel à l'opinion publique
- Envoi d'un ultimatum
- Actions directes
- Programme constructif
- Jouer avec la répression
- Négociations finales
- Exercice des pouvoirs à la base
- Exercice du pouvoir politique



Introduction

Fin et moyens



La non-violence est une éthique du respect. Elle est à la fois un mode de vie respectueux de l'homme et de la nature, et un mode d'action politique respectueux de l'adversaire, à la fois une manière d'être et une manière de faire, à la fois une exigence éthique et une technique d'action.



Au plan de l'action, la non-violence est un moyen bon au service d'une fin bonne. Il faut le préciser, car une technique non-violente peut être mise au service d'une finalité mauvaise.

Ex. : - boycott des magasins juifs par les nazis en 1933,
- grève des camionneurs au Chili en 1972 qui a contribué à la chute du régime démocratique de Salvador Allende,
- "Marche verte" des Marocains en 1975 pour annexer le Sahara espagnol...

Photos: Mohandas K. Gandhi et Martin Luther King

Introduction

Instinct et intelligence



Il est vain d'échafauder le futur, mais il est précieux, pour mieux agir dans le présent, d'analyser le passé.

Il faudra, le moment venu, s'adapter au terrain dans des circonstances largement imprévisibles, combiner l'instinct et l'intelligence pour que l'action soit pertinente, adaptée.

L'intelligence ne suffit point à l'action, mais elle y prend part. Elle éclaire les données de la conception de l'action, les précise, et réduit le champ de l'erreur.

1 - Analyse de la situation

La dynamique de l'action s'enracine dans la prise de conscience d'une injustice, pas forcément nouvelle, mais qui apparaît aujourd'hui insupportable.

Il ne faut pas grossir les faits, exagérer leur gravité, et encore moins caricaturer la position de nos adversaires.

La connaissance rigoureuse des faits, leur présentation la plus rationnelle et la plus objective possible est un atout majeur :

- Être en mesure de justifier, preuves à l'appui, les affirmations avancées, constituer un dossier le plus complet possible sur les faits.



Analyse de la situation

- Comprendre les faits par une analyse historique, psychologique, sociologique, économique, politique : pourquoi et comment l'injustice est-elle apparue, s'est-elle maintenue ?



- Quels sont les acteurs, quelles sont les forces sociales, économiques, politiques (élus, candidats, population, médias, etc.) impliquées dans la situation, leurs attitudes pratiques, leurs justifications théoriques ?

- Quelles sont les structures de pouvoir qui caractérisent la situation ? Où se situent les centres de décision ?

- Que dit la loi, quels sont les droits et recours qu'elle nous donne et ceux qu'elle nous refuse ?

- Quels sont nos alliés et nos adversaires dans ce conflit ?



2 - Choix de l'objectif

C'est une nécessité stratégique que l'objectif soit clair, précis, limité et possible.

Ne pas choisir un objectif dont l'importance est disproportionnée par rapport aux forces que l'on peut raisonnablement prétendre mobiliser pour mener l'action.

Il importe de se situer dans une perspective qui englobe l'ensemble du système politique, mais il faut choisir un point précis du système qui permette d'avoir prise sur lui, de pouvoir le faire bouger et de le faire basculer en agissant comme avec un levier.

Ex. : Gandhi en 1930 choisit de s'attaquer aux lois sur le sel qui frappent la population indienne.

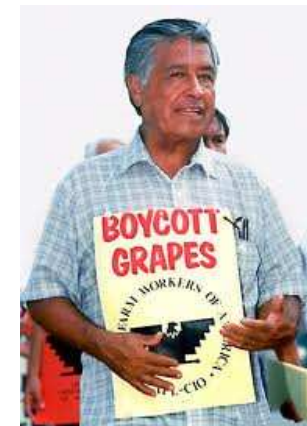


3 - Choix de l'organisation

L'action non-violente mise sur la responsabilité personnelle de chacun-e. Mais, pour devenir efficace, elle doit être collective et organisée. L'organisation elle-même doit être non-violente : permettre à tous de participer aux responsabilités et aux décisions, répartir les tâches, coordonner les activités.

L'organisation doit se doter d'un organe de décision pour réagir rapidement si nécessaire.

Dans toute action collective surgissent des *leaders* ou un *leader*. Il faut éviter qu'ils prennent une place démesurée, éviter que l'unité, la force et la cohésion du mouvement ne repose que sur la personnalité du *leader*, et donc renforcer la démocratie au sein de l'organisation.



- Photos :
- Vote à main levée
 - Cesar Chavez, leader de l'*United Farm Workers* (États-Unis, années 1970), organisant le boycott du raisin

Choix de l'organisation



L'action est généralement assumée par une organisation déjà existante (parti, syndicat, mouvement, association) ou par un collectif d'organisations. Parfois, il faudra créer une organisation spécifique.

L'une des tâches que doit prendre en charge l'organisation est la formation théorique et l'entraînement pratique des militants à l'action non-violente.

Le mouvement sera fort si des relais locaux répartis à travers le pays (ou à travers le monde) peuvent transmettre à la population l'information et les consignes d'action



Photo du bas : jeu de rôle pour simuler des agressions

4 - Premières négociations

Il convient d'entrer le plus tôt possible en relation directe avec l'adversaire, avant même de porter le différend sur la place publique, afin de lui proposer une solution négociée du conflit plutôt que l'épreuve de force.

S'il accepte de nous rencontrer, il est rare qu'un accord puisse être conclu immédiatement, mais ces premières négociations permettent de tester les intentions de nos interlocuteurs.

Éviter toute attitude qui durcirait inutilement le conflit et renforcerait les blocages, mais en même temps faire preuve de fermeté et de détermination.



Premières négociations

Ne pas se contenter de promesses, exiger des décisions.

Lorsque les négociations se trouvent dans l'impasse, elles doivent être suspendues et non pas rompues définitivement, puisque le but de l'action directe est la reprise des négociations.

Il pourra être utile de maintenir certains contacts avec l'adversaire tout au long du conflit, notamment par des intermédiaires.

Le temps de ces premières négociations doit être aussi le temps de la préparation de l'épreuve de force.



Photos : - Maintenir la pression

5 - Appel à l'opinion publique

1) Moyens d'information

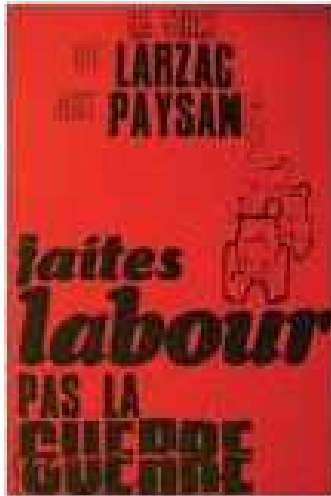
Devant l'échec des premières négociations, il faut faire éclater l'injustice sur la place publique par tous les moyens de communication, d'information, de sensibilisation, de conscientisation et de popularisation possibles.

- Dossier de presse envoyé ou remis aux journalistes, conférence de presse
- Tracts, pétitions, affiches, inscriptions effaçables facilement, etc.

Refuser les caricatures, les outrances, les invectives, les injures. La force de frappe du mot vient de sa justesse, et non de sa violence.



Appel à l'opinion publique



Il est important de recourir à l'humour, qui a une force de conviction inégalable. L'humour est en outre une des meilleures protections contre la haine et la violence. Si nous faisons davantage l'humour, nous ferions moins souvent la guerre...

Par ailleurs, les adversaires du côté du pouvoir sont généralement incapables d'humour, ce qui nous met en rapport de force favorable sur ce plan.

2) Interventions directes

Au cours des interventions publiques, l'attitude corporelle des manifestants est un moyen essentiel d'expression et de communication.



Photo du bas : Femmes indiennes marchant pour le droit aux ressources naturelles (terre, eau, semences, forêts) à l'initiative du mouvement *Ekta Parishad*

Appel à l'opinion publique

Interventions directes

- La manifestation : il s'agit de se rendre à pied en ville d'un lieu symbolique à un autre.
Les sympathisants sont invités à se joindre aux manifestants.
Même si elle est silencieuse - ce qui est très souvent préférable aux slogans, aux chants et aux tambours - la manifestation doit "parler" aux spectateurs par des banderoles ou des pancartes pendant que des tracts sont distribués aux passants.

Photos :

- Manifestation contre la dictature en Birmanie
- Manifestation sur la Place Bellecour à Lyon en soutien aux démocrates birmans (2007)



Appel à l'opinion publique

Interventions directes

- La marche : les manifestants parcourent de longues distances de ville à ville pour sensibiliser les populations des régions traversées et la presse sur l'injustice que l'on veut dénoncer et sur les objectifs visés.

Des réunions peuvent être organisées à chaque étape.

Des comités locaux préparent la route aux marcheurs et les accueillent sur leur passage.

- Marche pour l'égalité et contre le racisme, dite marche des Beurs, en 1983
- Marche *Janadesh* de Gwalior à Delhi, organisée en 2007 par le mouvement indien *Ekta Parishad* pour le droit à la terre
- Marche Le Croisic-Paris pour le refus de la misère et pour la souveraineté alimentaire (21 septembre -17 octobre 2012) en soutien à la marche indienne *JanSatyagraha* (3 au 11 octobre 2012)



Appel à l'opinion publique

Interventions directes



- Théâtre-tract : il s'agit de jouer dans la rue une scène de théâtre de quelques minutes pour faire passer un message aussi condensé, simple et clair que celui exposé dans un tract bien fait.
- Sit-in, die-in : les manifestants sont assis ou couchés dans un lieu symbolique (par ex. assis pour attendre le retour d'un délégué parti présenter une demande, couchés pour simuler les conséquences de l'explosion d'une arme nucléaire).
- Défilé de femmes et hommes-sandwichs aux heures d'affluence. Sur les chasubles sont inscrits des messages appropriés.

Appel à l'opinion publique

Interventions directes

- Les heures ou cercles de silence. Des personnes se rassemblent dans un lieu symbolique et passant, et se tiennent debout en silence, ne s'exprimant qu'avec des pancartes et des banderoles. D'autres peuvent distribuer des tracts et échanger avec les passants.
- L'enchaînement. Quelques militants avec chasubles s'enchaînent aux grilles d'un édifice public. Ils sont généralement détachés par la police. C'est la photo de presse qui donne le plus d'impact à l'action.



Photos : - Cercle de silence à Toulouse pour alerter sur le sort des étrangers internés dans des Centre de Rétention Administrative

- Enchaînement de militants de *l'Action Civique Non-violente* pendant la guerre d'Algérie

Appel à l'opinion publique

Interventions directes



- La grève de la faim limitée : il s'agit de s'abstenir de toute nourriture (il est important de boire de l'eau) entre 3 et 20 jours environ, pour interpeller les responsables de l'injustice et l'opinion publique. La personnalité du ou des grévistes de la faim joue un rôle important dans l'impact qu'elle peut avoir.

Ex : grève de la faim de plusieurs centaines de femmes en Bolivie en 1978, qui déstabilisa la régime du général Banzer.



« Il serait fallacieux de s'imaginer que seul le recours à l'éthique et à la persuasion parviendront à faire régner la justice. Non pas qu'il soit inutile d'en appeler à la morale, mais il faut en même temps prendre appui sur une force de contrainte réelle ».

Martin Luther King

6 - Envoi d'un ultimatum

Si l'on se heurte au refus de toute solution négociée du conflit, il devient alors nécessaire de fixer un dernier délai au-delà duquel le mouvement passera à l'action.

Quand la persuasion s'avère insuffisante, il importe de mettre en œuvre des moyens de pression et de contrainte dans le respect de l'adversaire.

L'ultimatum, dernière tentative de négociation et début de l'épreuve de force, sera souvent rejeté comme un "chantage inadmissible".



7 - Actions directes

1) Actions directes de non-coopération

Elles visent à tarir les sources du pouvoir de l'adversaire et à lui retirer les moyens par lesquels il maintient sa position.

Il est essentiel que les gestes de non-coopération proposés par le mouvement soient à la portée du plus grand nombre, et de ne pas les réserver à une élite.

- Renvoi de titres et de décorations : geste symbolique faisable seulement par quelques uns, mais dont l'impact peut être très fort sur l'opinion publique.

Photo : Le général Jacques de Bollardière a renvoyé en 1973 au Président de la République sa plaque de Grand Officier de la Légion d'Honneur pour protester contre la stratégie nucléaire de la France et contre les essais nucléaires dans le Pacifique.



7- Actions directes

1) Actions directes de non-coopération



- Opération ville morte : il est demandé à la population de cesser toute activité pendant une journée, une demi-journée ou quelques heures. Les rues sont désertes, les magasins fermés.
- Grève : cessation collective et concertée du travail pour obliger l'employeur à satisfaire une revendication. La grève a été pendant des décennies un moyen nécessaire et efficace au service des catégories socioprofessionnelles les moins favorisées dans l'entreprise, mais certaines perversions de la revendication syndicale ont malmené sa légitimité.



Photos : - *Rowlatt Act*, législation répressive votée par les Anglais, et contre lequel Gandhi a organisé le 6 avril 1919 un hartal national (villes mortes)

- Grèves de 1936

7 - Actions directes

1) Actions directes de non-coopération : la grève

En outre, la pertinence de la grève est souvent remise en cause aujourd'hui. Quand les cheminots, pour défendre la SNCF, font une grève qui discrédite le transport ferroviaire auprès des entreprises et des voyageurs, ils renforcent en réalité le transport routier de marchandises et la voiture individuelle...

D'autres moyens sont à trouver, qui font pression sur l'employeur sans pénaliser les usagers ni menacer l'entreprise elle-même : par ex. ne pas contrôler les titres de transport.



7 - Actions directes

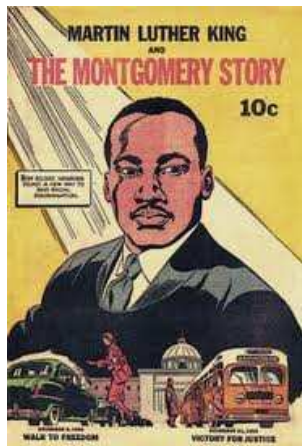
1) Actions directes de non-coopération : le boycott



- Le boycott : refus d'acheter un produit ou d'utiliser un service, afin de priver le fournisseur de ce bien ou le prestataire de ce service d'une rentrée financière (non-coopération des consommateurs).

Il n'est pas nécessaire que le boycott soit total pour être efficace. Des piquets de boycott se placent à proximité des points de vente pour expliquer l'enjeu aux consommateurs.

L'action doit s'inscrire dans la durée.



Photos : - Charles Cunningham Boycott (1832-1897), propriétaire terrien britannique contre lequel fut lancé en été 1879 par les fermiers de la *Ligue Agraire* un blocus qui sacrifia une récolte. Pour être précis, le blocus est un refus d'approvisionnement par le producteur, et le boycott un refus d'achat du consommateur.

- Boycott des bus de Montgomery (Alabama) à l'initiative de Martin Luther King du 5 décembre 1955 au 21 décembre 1956. Après plus d'un an, la compagnie étant au bord de la faillite, les Noirs ont obtenu les mêmes droits que les Blancs.

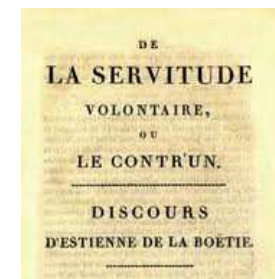
7 - Actions directes

1) Actions directes de non-coopération : la désobéissance civile

Aucune société ne peut se passer de règles et de lois pour organiser la vie des hommes vivant ensemble. Mais la loi n'est pas une règle définitive. Elle est la résultante de l'évolution des mœurs, des mentalités, des débats et des rapports de force démocratiques.

Lorsque la loi cautionne l'injustice du désordre établi, c'est non seulement un droit de désobéir à la loi, mais ce peut être un devoir.

C'est parce que les citoyens aiment le droit et la justice qu'ils doivent dénoncer les lois et les ordres injustes. Ils préconisent l'action contre les lois injustes, y compris par la désobéissance civile, pour promouvoir des lois plus justes.



Photos : - Étienne de la Boétie

- et son *Discours de la servitude volontaire* (vers 1548)

7- Actions directes

1) Actions directes de non-coopération : la désobéissance civile



Ce qui fait l'injustice, ce n'est pas la loi injuste, mais l'obéissance à la loi injuste. La meilleure façon de lutter contre l'injustice est de désobéir à la loi injuste.

La désobéissance civile est « un acte public, non-violent, décidé en conscience, mais politique, contraire à la loi et accompli la plus souvent pour amener un changement dans la loi ou bien dans la politique du gouvernement. En agissant ainsi, on s'adresse au sens de la justice de la majorité de la communauté » (John Rawls).



Photos : - Henry David Thoreau, auteur de l'essai *La désobéissance civile*
- John Rawls (1921-2002), philosophe politique états-unien

Voir les 3 diaporamas spécifiques sur la désobéissance civile

7- Actions directes

1) Actions directes de non-coopération : la désobéissance civile

Cet acte politique réclame de ses acteurs une réflexion politique, une compétence politique autant qu'une conscience politique.

Les désobéisseurs, tout en dénonçant une loi injuste, demandent une nouvelle loi plus juste.

Souvent, ils font des propositions concrètes préparées par des juristes.

« Nous avons l'obligation non seulement légale mais morale d'obéir aux lois justes, mais nous avons au même titre l'obligation morale de désobéir aux lois injustes »

Martin Luther King

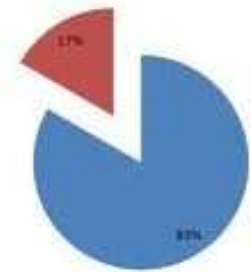


Image : Les faucheurs d'OGM contestent non la recherche sur les OGM, mais la culture en plein champ

Actions directes

1) Actions directes de non-coopération

- Grève des loyers, par exemple dans l'attente de réparations ou de travaux d'entretien dans les immeubles. L'argent est versé par les locataires, mais bloqué sur un compte.
- Autoréduction : Soit parce que l'on estime certains tarifs tout à fait excessifs, soit parce que l'on juge très néfaste la politique d'un État ou d'une entreprise, on réduit de soi même le prix exigé pour tel ou tel service, dans le cadre d'une organisation qui doit rassembler un grand nombre d'utilisateurs.



Actions directes

1) Actions directes de non-coopération



- Refus de l'impôt : il ne s'agit pas de s'opposer au principe même de l'impôt, exercice pratique de solidarité qui doit lier tous les membres d'une collectivité. Mais lorsque l'impôt alimente des injustices, le devoir de solidarité avec les victimes peut impliquer de refuser de le payer.

Le paiement de l'impôt n'est pas une simple formalité administrative, c'est un acte politique. Revendiquer son pouvoir de contribuable, ce n'est pas seulement refuser l'impôt, c'est aussi le redistribuer en l'affectant à des réalisations qui contribuent à construire la justice.



Photo du bas : La bergerie de la Blaquièrre au Larzac, construite avec les versements d'argent issus du refus-redistribution de l'impôt dans les années 1970

Actions directes

1) Actions directes de non-coopération



- La grève de la faim illimitée : menace de mort contre soi-même pour présenter une demande dans des circonstances où l'enjeu est jugé très important.

Il faut que l'objectif choisi soit tel qu'il puisse être raisonnablement atteint dans le délais permis par une abstention de nourriture. À défaut, cette action serait une action désespérée et désespérante, mais pas une action non-violente.

- Le 13 janvier 1948, âgé de 78 ans, Gandhi lance son dernier jeûne à mort à Delhi et obtient la fin des violences entre communautés religieuses.

- Louis Lecoin (1888-1971), à l'âge de 74 ans, en 1962, arrache au Président De Gaulle un statut pour les objecteurs de conscience par sa grève de la faim illimitée arrêtée après 22 jours.

Actions directes

2) Actions directes d'intervention

Elles visent à provoquer le changement en intervenant directement dans ses affaires et contre ses intérêts.

- L'occupation : occuper les locaux de l'adversaire et s'y comporter comme chez soi, c'est-à-dire ne rien dégrader, s'abstenir de toute violence verbale ou physique. Cela n'interdit pas de consulter ou d'emprunter (les rendre après photocopie...) les documents qui concernent le conflit en cours.

Un sit-in serré devant la porte peut éviter à l'interlocuteur d'être tenté de fuir le dialogue...



Photo : Guy et Marisette Tarlier, paysans du Larzac, jugés en juillet 1976 au Tribunal Correctionnel de Millau pour avoir subtilisé, avec 20 autres personnes, des documents compromettants dans l'antenne Génie-Domains du camp militaire du Larzac le 28 juin 1976

Actions directes

2) Actions directes d'intervention



- L'obstruction : elle consiste à entraver la circulation sur la voie publique ou d'empêcher l'accès à un bâtiment en faisant de son corps un obstacle inévitable pour celui qui voudrait passer.

Il est préférable que l'obstruction soit faite par un grand nombre de personnes : les risques sont moindres et l'action est mieux comprise par l'opinion publique



Photos :

- Tchécoslovaquie, 21 au 28 août 1968. La population bloque les chars soviétiques dans Prague.

- Philippines. Le 23 février 1986, la foule forme une barricade humaine devant les chars envoyés par le dictateur Marcos pour attaquer les "rebelles" démocrates, le ministre de la Défense Ponce Enrile, et le Chef d'état-major, le général Ramos, ralliés à Cory Aquino et retranchés dans la caserne Aguinaldo au centre de Manille.

Actions directes

2) Actions directes d'intervention

- L'usurpation civile : elle consiste, pour les fonctionnaires publics, les salariés des entreprises et pour l'ensemble des citoyens, à continuer d'occuper leur poste afin de tenter de faire fonctionner les structures, institutions et entreprises contre le pouvoir en place et en faveur de la résistance.



Une autre forme d'usurpation civile est l'appropriation par une multitude de personnes du nom ou de la qualité d'une personne poursuivie ou d'un groupe persécuté afin de revendiquer le même traitement.

Photos : - Albert Chambon (1909-2002), chef du réseau Super-NAP (*Noyautage des Administrations Publiques*) qui noyaitait la haute administration pendant l'occupation nazie.

- L'étoile jaune de David portée par la population danoise pendant la 2^e Guerre mondiale en solidarité avec la communauté juive.



8 - Programme constructif

Le programme constructif consiste à organiser, parallèlement aux institutions et structures que l'on conteste et avec lesquelles on refuse de collaborer, des institutions et structures qui apportent une solutions constructive aux problèmes posés.

La réalisation du programme constructif doit permettre à ceux qui jusque-là ont été maintenus dans une situation de mineurs à l'intérieur des structures économiques et politiques, de prendre en charge leur propre destin et de participer directement à la gestion des affaires qui les concernent.

Sans programme constructif, l'action non-violente reste prisonnière de ses protestations et de ses refus.

- Photos :
- En Pologne durant l'occupation nazie, les *komplety* étaient des écoles et universités secrètes
 - Une alternative énergétique, le chauffage solaire



9 – Jouer avec la répression



Un mouvement non-violent est mieux placé qu'un mouvement violent pour faire face à répression du pouvoir en place.

Si j'utilise la violence, je ne crée pas un débat au sein de l'opinion publique sur l'injustice que je combats, mais sur la violence que je commets. Je dois me justifier devant l'opinion publique qui m'accuse.

Si j'utilise la non-violence, j'accuse le pouvoir à devoir se justifier de sa violence répressive, de sa brutalité injustifiée.



Une campagne non-violente doit compter *avec* la répression, mais aussi compter *sur* la répression.

Photos : - Le massacre d'Amritsar perpétré le 13 avril 1919 par les soldats du général Dyer contre les indépendantistes indiens : 379 morts, 1137 blessés.

- La répression anglaise contre les Indiens voulant prendre possession des dépôts de sel

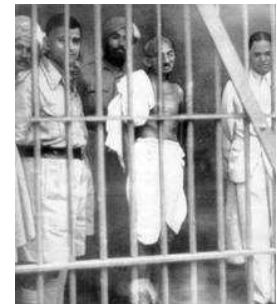
Jouer avec la répression

Il est essentiel de ne provoquer que la répression que l'on peut assumer et de ne pas encourir des risques inconsidérés.

Il faut être capable de se servir du tribunal comme d'une tribune où les accusés feront le procès de leurs accusateurs.

La répression met en évidence les véritables données du conflit et ses véritables enjeux.

L'itinéraire d'un militant non-violent passe normalement par la prison. C'est souvent là qu'il est le plus efficace, tellement que le pouvoir peut refuser de l'y mettre ou de l'y maintenir.



Photos : Gandhi et M.-L. King en prison

Jouer avec la répression



Le mouvement est d'autant plus fort que ceux qui transgressent la loi sont nombreux : en agissant pour une cause juste avec des moyens justes, le peuple devient plus fort que le gouvernement.

Les militants qui subissent des sanctions (amendes, perte d'emploi, prison) doivent pouvoir compter sur la solidarité agissante de l'ensemble du mouvement.



Si la répression ne parvient pas à briser la détermination du mouvement, le pouvoir n'a plus d'autre issue que de rechercher une solution négociée du conflit.

Photos : - Pendant la marche du sel en 1930, 60 000 militants non-violents indiens sont emprisonnés.
- Les campagnes de lettres et de courriels d'*Amnesty International*, soutien indispensable des prisonniers politiques à travers le monde.

10 - Négociations finales

Les négociations, même si elles se présentent bien, sont encore une épreuve de force et non un dialogue qui se déroulerait dans la confiance réciproque.

Ne pas "crier victoire" trop tôt, rester sur ses gardes, ne pas suspendre l'action, ne rien dire ou faire qui puisse démobiliser les militants et l'opinion publique.



Peut-être faudra-t-il accepter un certain compromis, une sortie honorable qui permette à l'adversaire de "sauver la face", mais il ne faut rien céder sur l'essentiel. L'accord ne saurait renvoyer dos à dos ceux qui sont victimes de l'injustice et ceux qui en sont responsables.

Alors, la fête peut commencer...



Photos : - Le pacte Irwin-Gandhi signé le 5 mars 1931 après la Marche du sel
- L'accord entre le gouvernement indien et *Ekta Parishad* (Rajagopal P.V.) le 11 octobre 2012 après la marche *JanSatyagraha* de 50 000 militants indiens.

11- Exercice des pouvoirs à la base

Une fois l'objectif atteint, la victoire acquise est de nature à redonner espoir à tous ceux qui, à travers le pays ou le monde, subissent des injustices comparables.

L'exemplarité de la lutte non-violente peut alors créer une dynamique de luttes populaires, où les citoyens font l'apprentissage de confiance en soi, de la citoyenneté et de la démocratie participative.



Photo : Le « printemps arabe » à partir de décembre 2010 : Tunisie, Égypte, Libye, Bahreïn, Yémen, Syrie

Exercice des pouvoirs à la base

Il faut pour cela :



- remettre en cause les piliers idéologiques de la société : le principe de compétition comme mode de gouvernance des sociétés et de la planète, l'avidité du "toujours plus", le mythe de la croissance illimitée (la publicité manipulatrice, l'obsolescence programmée, etc.)



- imaginer et mettre en oeuvre parallèlement des alternatives au plan de l'agriculture, de la production industrielle, des échanges, de la consommation, de l'habitat, de l'énergie, des transports, etc.

- inventer des fonctionnements différents dans l'entreprise, les collectivités territoriales, l'éducation, expérimenter des monnaies complémentaires alternatives, etc.

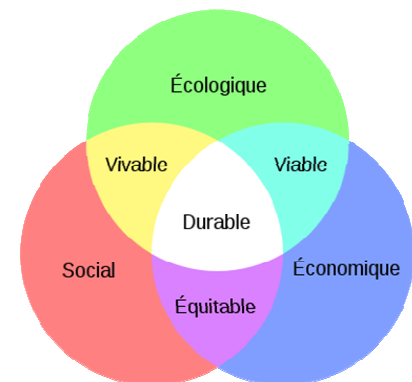
12 – Exercice du pouvoir politique

La montée des luttes non-violentes et les expérimentations alternatives créent les conditions qui permettent à la population de rassembler ses forces vives dans une organisation politique.

La visée n'est plus seulement alors de lutter contre les injustices et les incohérences dans la société, mais d'exercer le pouvoir démocratiquement : avec une vision éthique de long terme et d'intérêt général.

« *Révolution bien ordonnée commence par soi-même* * » certes, mais révolution bien ordonnée s'achève par l'exercice du pouvoir politique...

* disait Lanza del Vasto



Exercice du pouvoir politique

Certes, la non-violence nous amène à récuser l'État en tant qu'institution qui s'arroe le monopole de la violence légitime.

Mais la lutte non-violente ne saurait se concevoir comme une guérilla incessante contre les abus du pouvoir politique ou économique.

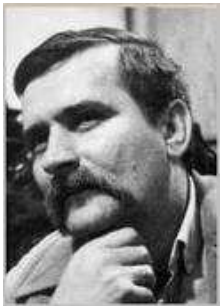
1) Dans une société démocratique, les élections sont la voie par laquelle une organisation qui a su conquérir la majorité politique accède au pouvoir.

Les élections ne sont certes pas suffisantes pour changer la société, mais elles sont une condition nécessaire.





Exercice du pouvoir politique



2) Dans une société non démocratique, le mouvement politique qui incarne l'espérance du peuple est obligé d'organiser la désobéissance civile et d'appeler la population à une insurrection pacifique, jusqu'à ce que le pouvoir existant cède la place.

Les leaders du mouvement de résistance sont alors les représentants de l'autorité légitime, fondés à constituer un gouvernement parallèle et provisoire.

- Cory Aquino (1933-2009) , leader de l'opposition aux Philippines sous le dictateur Marcos, Présidente de 1986 à 1992
- Lech Walesa (né en 1943), leader de *Solidarnosc* en Pologne durant la dictature communiste, Président de 1990 à 1995
- Vaclav Havel (1936-2011), leader de la *Charte 77* en Tchécoslovaquie durant le communisme, Président de 1993 à 2003
- Nelson Mandela (né en 1918), leader de l'opposition à l'apartheid en Afrique du Sud, Président de 1994 à 1999.

Exercice du pouvoir politique

L'histoire montre que les déceptions peuvent être grandes pour ceux qui attendaient trop de l'arrivée à la tête de l'État d'élus démocrates, plus démocrates en tous cas que leurs prédécesseurs.

par exemple, Lula da Silva au Brésil, et Barak Obama aux États-Unis (photos)



Le changement opéré par l'arrivée au pouvoir de femmes et d'hommes qui s'inspirent de la non-violence serait en soi considérable. Mais les réformes seraient longues à accomplir, les résistances nombreuses.



Quand on évoque la gestion non-violente d'une société, il importe de ne pas imaginer une société idéale où les démons de la violence seraient exorcisés et où les citoyen(ne)s vivraient en bonne harmonie.

Exercice du pouvoir politique



Il faut au contraire considérer la réalité avec toute sa pesanteur et tenter de résoudre ses contradictions.



Il ne faut pas partir de l'idéal de la non-violence pour tenter de l'appliquer à la réalité,
il faut partir de la réalité et s'efforcer de se rapprocher de l'idéal.

